

La seule mesure, et je dois passer rapidement, monsieur le président, la seule mesure que l'on ait adoptée pour remédier à la situation, c'était d'instituer les programmes de travaux d'hiver qui ne demandent la contribution fédérale que dans une proportion de 12 p. 100, alors qu'on fait porter le reste par les provinces et les municipalités. Peut-être le gouvernement se décidera-t-il à mettre à exécution le plan suggéré par le ministre associé de la Défense nationale (M. Sévigny) «du pain et des jeux», ou répétera-t-on, comme on l'a déjà dit, qu'il appartient maintenant aux patrons et aux ouvriers de résoudre le problème, parce que le gouvernement, apparemment, aurait pris toutes les mesures qu'il pensait pouvoir prendre.

En résumé, c'est là le triste bilan de l'administration conservatrice au cours des quatre dernières années.

Le ministre des Finances a déclaré que le budget qu'il vient de présenter en est un d'expansion. Oui, c'est un budget d'expansion s'il veut dire par là qu'il y a encore de l'expansion dans les déficits que nous avons connus sous le régime actuel depuis 1957.

Pour justifier son déficit, il a dit ce qui suit:

(Traduction)

En période comme celle que nous traversons, un déficit budgétaire considérable peut favoriser l'expansion économique et, partant, créer plus d'emplois et améliorer le niveau de vie de milliers et de milliers de Canadiens.

(Texte)

Au cours des dernières années, nous avons eu, comme je le disais tout à l'heure, des déficits énormes. On admettra que nous avons eu, malgré cela, un nombre record de chômeurs, de même que des périodes de récession inquiétantes.

Nous avons été habitués, monsieur le président, depuis décembre 1957, à entendre le ministre des Finances, lors de ses discours sur le budget, faire des prédictions optimistes à l'aide de ronflantes déclarations. Mais lorsque l'année financière était terminée, nous constatons toujours que les propositions financières du gouvernement contenues dans le budget avaient pour effet de restreindre notre activité économique et étaient nettement insuffisantes pour accroître la production et le volume d'emploi nécessaires à notre expansion.

Celui que nous avons entendu mardi soir n'est pas beaucoup différent des autres. C'est pour cette raison qu'il est un désappointement pour la grande majorité de la population du Canada, et le silence de nos honorables amis du côté du gouvernement indique bien que, pour eux aussi, ce déficit est un désappointement.

M. Pigeon: Est-ce que je pourrais poser une question à l'honorable député?

M. Bourget: Monsieur le président, j'ai toujours accepté de répondre aux questions, mais vu que depuis hier soir, nos vis-à-vis n'ont pas eu le courage de se lever pour défendre leur propre budget, ils n'ont pas le droit de poser de questions.

M. Pigeon: Vous êtes un peureux. Vous êtes un peureux comme votre chef.

M. l'Orateur: A l'ordre, à l'ordre.

M. Bourget: Debout les morts, debout les morts!

Des voix: Silence, s'il vous plaît!

M. l'Orateur: A l'ordre!

(Traduction)

M. Arnold Peters (Timiskaming): Il est intéressant d'écouter cet échange de propos, monsieur l'Orateur, et aussi de remarquer que l'apport des conservateurs doit maintenant consister en questions adressées à l'opposition. C'est, d'après moi, une façon surprenante de participer au débat sur le budget.

M. Pigeon: Nous le montrerons par notre vote!

Une voix: Asseyez-vous!

M. Peters: Nous avons tous observé ce qui s'est passé ces derniers mois; il arrive très rarement que les députés de l'arrière-ban demandent un vote que le cabinet n'approuve et ne demande pas en premier. Ainsi, le vote même ne nous renseigne pas sur leur opinion. Ils deviennent probablement plus moutons que les libéraux que nous avions avant et qui suivaient les chefs.

M. Habel: Nous n'étions pas moutons!

M. Peters: Peut-être que non, mais c'est ce qu'on a dit plusieurs fois.

Le peuple canadien a dû se sentir très malheureux après la présentation du budget. Pendant des jours et des jours, il avait suivi la dispute entre M. Coyne, le chef de la Banque du Canada, et le député d'Eglinton, ministre des Finances (M. Fleming). Il avait suivi leur duel épistolaire. Après le long débat qui s'est déroulé à la Chambre, il en avait conclu, j'en suis sûr, qu'il y avait divergence d'opinion entre les deux. Toutefois, à l'issue de la performance de deux heures et demie que le ministre nous a administrée l'autre soir, le public a fini par croire qu'il n'y avait guère de différence entre la position adoptée par les deux hommes. C'est dans l'ordre des choses, puisqu'ils sont tous les deux des conseillers économiques conservateurs, formés à la même école.